

Les différentes ressources des associations

La loi de 1901 ne fait référence qu'à quatre catégories de ressources financières : les dons manuels, les subventions, les cotisations et les legs. Toutes les ressources imaginables, évidemment dans le cadre de la légalité, sont cependant possibles. Dans chaque cas, ce sera la législation régissant l'activité qui devra être respectée (code fiscal, code du commerce, etc.). Les limites sont essentiellement les principes qui ont suscité la création de l'association et les responsabilités que les membres et responsables acceptent d'assumer. En outre, les associations n'ont pas le droit de reverser des subventions à d'autres associations sauf autorisation du subventionneur.

La loi de 1987 portant sur la para-commercialité impose d'indiquer précisément dans les statuts les activités commerciales de l'association.

Les cotisations

C'est la ressource première de l'association. Leur montant n'est pas limité. Leur versement doit être différencié du paiement de prestations de services.

Les dons

Le don manuel : C'est une somme d'argent donnée de la main à la main et en l'absence d'écrit. La jurisprudence a admis que le chèque entrerait dans la catégorie des dons manuels. Toute association simplement déclarée peut recevoir ce type de don.

Les libéralités : La donation (du vivant du donateur) ou le legs (écrit sur le testament) sont des libéralités. Il s'agit d'un don fait sous acte notarié. Seules les associations reconnues d'utilité publique, culturelles ou familiales peuvent bénéficier de ce type de don, ainsi que les associations définies par l'article 238 bis du code général des impôts ce sont "les associations d'assistance, de bienfaisance, de recherche scientifique ou médicale".

Pour obtenir ces reconnaissances, il suffit de faire une demande au préfet du siège social de l'association et bien sûr de faire la preuve que l'activité entre bien dans le champ concerné. L'autorisation, si elle est accordée, le sera par arrêté préfectoral et pour une durée de cinq ans, renouvelable.

Les lotos, loteries, tombolas

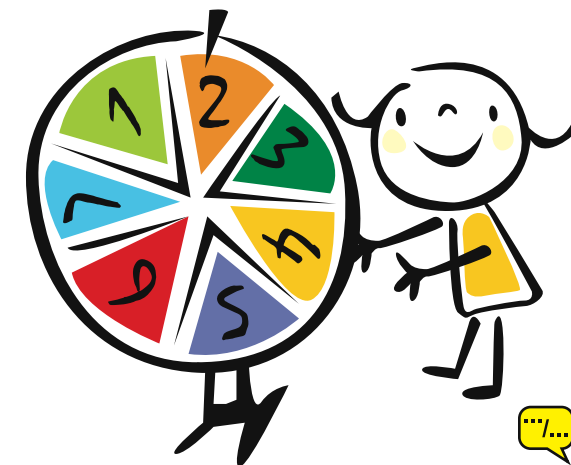
Les lotos, loteries et tombolas sont prohibés par la loi mais les associations bénéficient d'une exception.

Les lotos traditionnels sont autorisés lorsqu'ils sont organisés dans un cercle restreint, dans un but social, culturel, scientifique, éducatif, sportif ou d'animation locale, que les mises sont de faible valeur et que la valeur des lots n'excède pas 400 €.

Sont autorisées les loteries et tombolas d'objets mobiliers exclusivement destinées à des actes de bienfaisance, à l'encouragement des arts ou au financement d'activités sportives à but non lucratif, après autorisation de la préfecture.

Il n'y a pas de limitation quant à la valeur des lots.

La souscription volontaire donnant lieu à tirage de lots est une tombola et répond aux mêmes critères.



Les différentes ressources des associations

La vente de produits ou de services

L'association peut vendre des produits (pins, T-shirt, publications ...) et des prestations de service (cours, stages, séjours ...). On distinguera si c'est une activité commerciale habituelle ou accessoire, et si la vente se fait pour les membres ou pour le grand public. Auquel cas, les recettes seront éventuellement taxables.

Les quêtes sur la voie publique et les souscriptions

La quête sollicite directement la générosité du public et nécessite une autorisation préfectorale.

La souscription (à ne pas confondre avec la "souscription volontaire" qui est une tombola) sollicite indirectement la générosité du public par voie de presse, tract, prospectus et ne nécessite pas d'autorisation administrative.

Cependant, il ne doit y avoir aucune contrepartie à la souscription, et celle-ci est considérée comme un don. Sinon, il s'agit d'une vente (exemple : vente d'un livre ou d'un CD par souscription).

Les manifestations de bienfaisance ou de soutien

L'association peut organiser 6 manifestations par an pour le grand public, et faire "rentre" de l'argent, sans que ces recettes soient soumises à la TVA. Elle doit être en mesure de présenter un bilan financier spécifique à chacune des 6 manifestations exceptionnelles. Ces manifestations ne doivent pas entrer dans l'objet ou l'activité habituelle de l'association.

Le sponsoring et le mécénat

Le sponsoring est l'attribution d'un espace publicitaire, et à ce titre, il est considéré comme une vente. Par contre le mécénat est considéré comme un don, car il n'y a pas d'affichage ostentatoire du mécène, et il n'y a pas de contrepartie au versement de la somme d'argent.

Les locations

L'association qui possède des locaux ou du matériel peut les louer occasionnellement.

Les produits financiers

Une trésorerie excédentaire peut être placée (livret, sicav de trésorerie, fonds commun de placement ...) et rapporter des intérêts. Les placements sont réglementés et l'association ne peut pas spéculer en bourse.

Les différentes ressources des associations

Les subventions

La subvention n'est pas un droit.

Aucune loi n'oblige les pouvoirs publics à donner de l'argent. Les collectivités territoriales doivent, de plus, respecter certaines règles pour l'attribution des subventions, notamment au regard de l'intérêt général que les activités de l'association présentent pour ces collectivités. De plus en plus, c'est pour une aide ponctuelle, sur un projet précis, que les pouvoirs publics interviennent. Cependant, certaines associations assurent une mission de service public, soit en réponse à une procédure de délégation de service public, soit parce qu'elles interviennent dans le "but d'assurer le maintien des services nécessaires à la satisfaction des besoins de la population" et que "l'initiative privée est défaillante ou absente". Elles concluent alors des conventions éventuellement pluriannuelles nécessaires à l'accomplissement de cette mission.

- **Reversement de subvention**

En principe, seuls l'État, les régions, les départements, les communes et leurs établissements publics peuvent attribuer des subventions. Il est donc interdit de reverser tout ou partie de la subvention d'une association à une autre, sauf accord formel de la ou des collectivités qui subventionnent.

- **Contrôle**

Il est bon de rappeler que toute association qui reçoit une subvention est tenue de produire ses budgets et ses comptes à l'organisme qui accorde la subvention. Quelle que soit l'origine de la subvention, les associations subventionnées sont sujettes aux vérifications des comptables du Trésor et de l'Inspection Générale des Finances, ainsi qu'au contrôle de la Cour des Comptes (ou des chambres régionales).

Les associations ayant touché plus de 153 000 € de fonds publics doivent déposer à la préfecture du département leur budget et compte de résultat, les conventions de financement et les comptes-rendus financiers éventuels des subventions reçues (loi du 12 avril 2000).

